

## Actualités

**L**e monde maritime s'est récemment ému de ne pas voir le mot « mer » apparaître dans les attributions d'un grand ministère.

Bien sûr, comme chacun, je pense qu'il est bon de toujours rappeler à nos concitoyens l'importance de l'Océan pour tant d'aspects de leur vie et, de ce point de vue, cette absence est regrettable.

Mais quand je constate que le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins a réclamé que ses activités dépendent du ministère de l'agriculture, plutôt que de celui de la transition écologique, je ne peux que m'interroger sur la trace laissée par l'organisation passée et sur la pertinence du traitement du transport maritime ou des énergies marines renouvelables dans ce même cadre.

Et il ne semble pas plus raisonnable de souhaiter un ministère dédié uniquement à la mer, qui de toute façon ne regrouperait ni la défense, ni les affaires étrangères, ni l'enseignement, ni la recherche, pour ne citer que ceux-là, et serait doté d'aussi peu de moyens budgétaires que d'autorité.

L'essentiel est bien que, dans chaque département ministériel, les aspects maritimes soient bien envisagés, pris en compte et coordonnés. L'idée à l'imitation du HDF (haut fonctionnaire de défense) de désigner dans pratiquement chaque ministère un haut fonctionnaire spécialement en charge des aspects maritimes a parfois été évoquée et elle semble pertinente. Nous avons bien vu, avec la création du poste d'ambassadeur chargé des océans, l'ouverture du ministère des affaires étrangères à l'ensemble des problèmes marins et l'efficacité de cette novation. La contrepartie de cette saine « prolifération » de la mer dans l'appareil d'État réside dans la capacité d'arbitrage interministériel du Premier ministre ; en effet, ce dernier dispose au quotidien du Secrétariat général de la mer et préside le comité interministériel de la mer, dont la prochaine échéance aura valeur de test pour l'engagent maritime du gouvernement.

Pour ce qui est de l'économie maritime, comme évoqué il y a trois mois, c'est bien « l'équipe de France du maritime », le Comité France maritime coprésidé par Le Secrétaire général de la mer et le président du Cluster maritime qui doit être à la ma-

nœuvre. C'est sa mise en place rapide, et les moyens dont il sera doté qui diront la volonté d'une vraie politique maritime. C'est là, que nous pourrons dire si le nouveau gouvernement a réellement envie et s'il croit dans la possibilité d'une croissance bleue forte, respectueuse des hommes et de l'environnement. Les premiers signes dans ce sens sont positifs.

Francis Vallat, Président d'honneur de l'IFM, a fait l'objet récemment d'attaques personnelles du fait de son action à la présidence de SOS Méditerranée.

Aussi, je tiens à saluer publiquement ici cette action. Comme il le dit, « *SOS Méditerranée n'est pas dans les solutions, mais dans le sauvetage exclusivement. Elle a été créée dans ce but. Tout simplement car nous estimons que si nous ne faisons pas cela nous insultons nos propres valeurs (qu'on les appelle démocratiques, historiquement chrétiennes, démocratiques, libérales ...), et encore plus notre idéal de gens de mer.*

*Et, si par commodité, nous « regardons ailleurs », alors que nous allons d'ici quelques jours passer le cap des 50 000 morts noyés en Méditerranée, à notre porte, depuis le début de la crise des migrants, nous sommes juste des bêtes.*

*Cela ne veut pas dire que nous sommes des moutons bêlants et angélistes, et nous savons bien la complexité des suites. C'est d'ailleurs une autre raison pour laquelle - sur un plan plus politique et alors que nous refusons nous-mêmes de faire de la politique - nous ne cessons de réclamer une chose : que les politiques fassent leur travail et définissent enfin une stratégie aussi bien pour l'Europe (nos enfants et petits-enfants) que pour les migrants.*

*En attendant, et sachant que le dilemme simple, immédiat, incontournable, est : « laisser couler » ou « sauver », nous avons non pas choisi, mais décidé d'essayer de faire la seule chose possible (malheureusement) à notre niveau pour sauver notre âme... ».*

Je n'ai rien à ajouter : en tant que citoyens, nous pouvons avoir des avis variés sur la stratégie à adopter vis à vis de l'accueil des migrants, mais en tant que gens de mer, le sauvetage de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants est la seule voie humaine.

Eudes Riblier

Président de l'Institut français de la mer



L'Institut Français de la Mer

sur [ifmer.org](http://ifmer.org)

